ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 20 février 1969, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant le statut des fonctionnaires et agents civils du Service de sécurité militaire", a donné le 28 avril 1969 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 20e februari 1969 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende het statuut van de burgerlijke ambtenaren en beamten van de Dienst Militaire Veiligheid", heeft de 28e april 1969 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

A.

Le projet a pour objet de fixer le statut particulier auquel le Gouvernement estime nécessaire de soumettre les agents civils du service de sécurité militaire en raison de la nature spéciale de leurs fonctions.

Ce service - jusqu'ici dénommé service de contre-information - a un caractère hybride : il constitue à la fois une partie de l'"administration générale" au sens de l'article 66, alinéa 2, de la Constitution et un "service de l'armée" au sens de plusieurs dispositions légales qui se servent de cette notion pour déterminer leur champ d'application.

I. Le service dont il s'agit est chargé d'assister le chef de l'état-major général de l'armée qui, en vertu de l'article 25b de l'arrêté royal du 3 décembre 1963, est "responsable : ... de la recherche, de l'exploitation et de la diffusion des renseignements, de l'application des mesures de sécurité militaire et de contre-information". Si ce service a pour but principal d'assurer l'efficacité de l'action de l'armée, ses tâches sont néanmoins différentes des tâches propres incombant à l'armée : elles ne sont pas de nature spécifiquement militaire. En effet, la mission essentielle du service de sécurité militaire consiste à effectuer des enquêtes. C'est ce qui explique que ce service est composé non seulement de militaires mais aussi d'agents civils et qu'il a même été placé

.../...

pendant certaines périodes non sous l'autorité du Ministre de la Défense nationale mais sous celle du Ministre de la Justice. Le Roi a donc pu créer le service de sécurité militaire en le concevant comme un service d'administration générale et en usant des pouvoirs que lui confèrent les articles 29 et 66, alinéa 2, de la Constitution.

Le service de sécurité militaire fait partie du service général du renseignement, lequel est placé, aux termes de l'article 12 du second arrêté ministériel du 8 octobre 1964, "sous l'autorité hiérarchique du chef d'état-major général". Il n'empêche que le service de sécurité militaire est également placé sous la haute autorité du Ministre de la Défense nationale et du Roi. C'est ce qui ressort des dispositions de l'arrêté royal du 3 décembre 1963 (article 22) et de l'arrêté ministériel du 8 octobre 1964 (article 2), selon lesquelles le chef de l'état-major général relève lui-même du Ministre de la Défense nationale. C'est ce qui ressort également de l'économie de l'arrêté en projet.

De l'ensemble des considérations qui précèdent, il résulte que le service de sécurité militaire constitue une administration de l'Etat au sens de l'article 1er de l'arrêté royal du 2 octobre 1937. C'est donc à juste titre que le Gouvernement considère que les agents civils de ce service ont la qualité d'agent de l'Etat et que pour les soumettre à des règles particulières s'écartant du statut de droit commun établi par l'arrêté précité, il est nécessaire de prendre des dispositions dérogatoires soumises aux formalités prescrites par l'article 116 de cet arrêté.

.../...

II. Le service de sécurité militaire constitue également un "service de l'armée".

a) Pour l'application de l'article 3 du Code de procédure pénale militaire, les agents civils du service indiqué doivent être considérés comme des "personnes employées dans un établissement ou dans un service de l'armée" et susceptibles, à ce titre, d'être soumises par arrêté royal à certaines dispositions des lois pénales militaires. Il ressort des travaux préparatoires de la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre Ier dudit Code (1) que l'article 3 a été rédigé de manière à viser globalement de nombreuses catégories, très diverses, d'agents civils qui accomplissent des prestations pour l'armée. Cet article a dès lors été interprété comme étant applicable notamment : aux fonctionnaires et employés des établissements de fabrication de l'artillerie (2), aux ouvriers civils du Ministère de la Défense nationale (3), au personnel de complément de

.../...

(1) Rapport de la commission du Code de procédure pénale militaire annexé au projet de loi (doc. parl. Ch., session 1894-1895, n° 15, pp. 36-37).

(2) Arrêté royal du 2 mars 1900 plaçant certains agents civils sous l'empire de l'article 3 du titre Ier du Code de procédure pénale militaire en ce qui concerne la trahison et l'espionnage (J.M.O., 1900, p. 140).

(3) Arrêté royal du 18 septembre 1950 concernant le statut des ouvriers civils du Ministère de la Défense nationale (article 2) (Avis L. 1121/1 du 5 juin 1950). Antérieurement : arrêté royal du 26 août 1939 qui "approuve" le statut du personnel ouvrier salarié des établissements et services de l'armée, article 43.

ce Ministère (1) et au personnel enseignant civil engagé pour l'éducation professionnelle des miliciens(2). L'article est, à plus forte raison, applicable aux agents civils du service de sécurité militaire : vu la nature de leurs fonctions, si ceux-ci commettaient certaines infractions telles que la trahison, ils mettraient eux-mêmes en péril les intérêts dont la sauvegarde leur est spécialement confiée et ils risqueraient de porter un préjudice grave à l'efficacité de l'armée. Le Gouvernement a donc pu, par l'article 12 de l'arrêté du Régent du 18 août 1947, soumettre les agents civils du service de contre-information aux dispositions des lois pénales militaires en ce qui concerne la trahison et l'espionnage. Selon les explications du fonctionnaire délégué, c'est par l'effet d'une inadvertance que le projet ne reprend pas semblable disposition : l'intention du Gouvernement est qu'il soit complété sur ce point.

b) Pour l'application des lois relatives au personnel d'Afrique coordonnées le 21 mai 1964, le service de sécurité militaire doit être considéré comme faisant

.../...

- -

(1) Arrêté royal du 24 décembre 1951 autorisant le Ministre de la Défense nationale à engager du personnel de complément en vue d'occuper un certain nombre d'emplois prévus pour des militaires de rang subalterne et fixant le statut de ce personnel, article 17 (Avis L. 2437 du 18 octobre 1951).

(2) Arrêté royal du 20 avril 1953 autorisant le Ministre de la Défense nationale à engager du personnel civil enseignant pour l'éducation professionnelle des miliciens et fixant le statut de ce personnel, article 17 (Avis L. 3042 du 30 juillet 1952).

partie de l'armée, ainsi que le Conseil d'Etat l'a déclaré dans son avis L. 8542 du 15 octobre 1963. Par l'article 6 des lois précitées, le législateur a accordé des droits de préférence fort étendus aux anciens membres du personnel d'Afrique mais il a estimé devoir écarter ces droits de préférence en ce qui concerne les nominations "dans l'armée, la magistrature et l'enseignement". En effet, le législateur a jugé nécessaire de laisser, pour ces nominations, un large pouvoir d'appréciation au Gouvernement. Cette considération vaut spécialement pour les nominations des agents du service de sécurité militaire qui, en raison de la nature délicate de leurs fonctions, doivent présenter des garanties toutes particulières.

B.

Si, comme l'observation vient d'en être faite les dispositions des lois coordonnées du 21 mai 1964 accordant des droits de priorité aux membres du personnel d'Afrique ne s'appliquent pas aux emplois du service de sécurité militaire, ces emplois sont, au contraire, soumis aux droits de priorité accordés par les articles 5 et 6 de la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant

.../...

accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement. L'économie de ces dernières dispositions est, en effet, différente de celle des lois coordonnées du 21 mai 1964.

Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, le Gouvernement se propose de prendre, sur base de l'article 6, § 1er, alinéa 4, de la loi du 26 mars 1968, un arrêté distinct qui aura pour objet d'exclure les emplois du service de sécurité militaire de l'application des articles 5 et 6 de cette loi (1).

En revanche, le Gouvernement n'estime pas indispensable de prendre, sur base de l'article 5, alinéa 2, de la loi des 3 août 1919-27 mai 1947, un arrêté qui aurait pour objet de soustraire lesdites fonctions aux droits de priorité accordés par l'article 2 de cette loi, qui concerne l'admission dans tous les "services publics".

C.

De nombreux articles du projet reproduisent des dispositions de l'arrêté royal du 29 avril 1966 portant le statut du personnel de la section sûreté de l'Etat de l'administration de la sûreté publique. Même si la

.../...

(1) (Voir, pour un exemple de semblable arrêté, l'arrêté royal du 12 novembre 1968 excluant les emplois d'inspecteur adjoint des finances et de conseiller adjoint des finances, de l'application de la loi du 26 mars 1968 ... M.B. du 28 décembre 1968) (Avis L. 10.535/2).

rédaction de l'une ou l'autre de ces dispositions n'est pas parfaite, le Conseil d'Etat s'abstiendra de proposer des modifications de pure forme, afin que la similitude voulue par le Gouvernement entre le statut des agents du service de sécurité militaire et le statut du personnel des services extérieurs de la sûreté de l'Etat continue à apparaître clairement. Le Conseil d'Etat proposera toutefois des modifications dans les cas où les textes dont il s'agit risquent de soulever des difficultés d'interprétation. Il en proposera également dans les cas où tout en reproduisant l'arrêté royal du 29 avril 1966, le texte des dispositions du projet est inadéquat parce qu'il ne tient pas compte soit des nouvelles dispositions prises en matière de statut des agents de l'Etat depuis l'entrée en vigueur de cet arrêté, soit de la différence des règles établies sur certains points respectivement pour les agents civils du service de sécurité militaire et pour les agents des services extérieurs de la sûreté de l'Etat.

D.

La notion de "fonctionnaire" étant comprise dans la notion plus large d'"agent", il est préférable d'employer exclusivement ce dernier terme, aussi bien dans l'intitulé que dans le projet lui-même (1).

.../...

(1) Considérant du préambule; articles 1er, 2, 16, 17, 26, 28, 29, 32, 33, 35 et 36 à 38.

En néerlandais, c'est le terme "ambtenaren" qui doit être seul utilisé.

Préambule.

Il y a lieu d'insérer après le premier alinéa du préambule, la mention de l'article 3 du Code de procédure pénale militaire. En effet, le Gouvernement a l'intention de compléter le projet par une disposition faisant application de cet article aux agents civils du service de sécurité militaire.

*

* *

Créant les grades de commissaire principal de première classe et d'inspecteur principal de première classe (article 2) et instituant le système de la "carrière plane" pour la promotion aux grades d'inspecteur principal et de commissaire principal (article 21, § 1er), le projet est de "nature ... à entraîner des dépenses nouvelles". Il doit donc être soumis à l'accord du Ministre du Budget par application de l'article 6, 2, de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire et de l'arrêté royal du 20 juillet 1968 fixant les attributions du Ministre des Finances et du Ministre du Budget.

Pour satisfaire à l'article 24 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961, il y a lieu de faire mention, au préambule, de l'accord du Ministre du Budget avec indication de sa date.

.../...

Article 1er.

Parmi les articles de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 dont la disposition en projet écarte l'application aux agents civils du service de sécurité militaire, il n'y a pas lieu de comprendre les articles 53 à 55 relatifs au conseil de direction. En effet, le projet laisse subsister l'application de l'article 96 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, qui prescrit l'avis du conseil de direction.

Article 2.

Selon les renseignements donnés par le fonctionnaire délégué, le Gouvernement entend classer en deux niveaux les grades des agents du service de sécurité militaire, mais il n'entend pas classer ces grades en rangs. Dès lors, ces grades ne sont pas susceptibles d'être mentionnés dans le tableau annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 5 avril 1968.

Il y a donc lieu de modifier l'article 2, § 3, du projet pour éviter qu'il semble faire référence au classement en niveaux, tel qu'il est établi par l'article 3, § 1er, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

Le texte suivant est proposé :

"Article 2.-

§ 1er. Les grades et leur hiérarchie sont déterminés ainsi qu'il suit :

.../...

1° commissaire en chef ;
2° commissaire principal de première classe ;
3° commissaire principal ;
4° commissaire ;
5° inspecteur principal de première classe ;
6° inspecteur principal ;
7° inspecteur.

Avant d'être admis à titre définitif en qualité d'agent de l'Etat, l'inspecteur porte le titre d'agent du service de sécurité militaire.

§ 2. Les grades sont classés en deux niveaux.

Les grades énumérés aux 1° à 4°, et aux 5° à 7° du § 1er sont classés respectivement dans le niveau 1 et dans le niveau 2.

§ 3. Les agents du niveau 1 sont nommés par Nous.

Les agents du niveau 2 sont nommés par le Ministre de la Défense nationale".

Article 3.

L'article 3 du projet dispose :

"Pour les affectations, promotions, transferts et réaffectations, il est établi une barrière entre le service de sécurité militaire et les autres administrations de l'Etat"

I. Bien que l'article 3 du projet reproduise l'article de l'arrêté royal du 29 avril 1966, il se recommanderait d'en amender la rédaction. Le texte est, en effet, équivoque en ce qui concerne le transfert : cette mesure a précisément pour

.../...

objet propre de faire passer un agent d'une administration à une autre administration séparée de la première par une "barrière" à l'avancement de grade (article 76 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964 ; article 28 de l'arrêté royal du 7 août 1939 sur le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié par le même arrêté).

II. Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, l'article 3 du projet a été rédigé sans qu'il ait été tenu compte des arrêtés royaux n°s 25, 26 et 76 relatifs à la mobilité du personnel de certains services publics, des membres des forces armées et des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat. Ayant eu l'attention attirée sur cette réglementation le Gouvernement a fait part de son souci d'éviter que puissent être utilisés dans le service de sécurité militaire des agents ne présentant pas les garanties de confiance requises.

Si le Roi n'a pas le pouvoir d'écarter complètement l'application de l'ensemble de la réglementation relative à la mobilité, il a incontestablement le pouvoir de déterminer les "conditions, modalités et effets de l'utilisation", en vertu de l'article 3 de l'arrêté royal n° 25, de l'article 2 de l'arrêté royal n° 26 et de l'article 2 de l'arrêté royal n° 76.

Dans l'exercice du pouvoir qui vient d'être indiqué, le Roi a pris l'arrêté du 13 novembre 1967 portant les mesures d'exécution relatives à la mobilité du personnel de certains services publics et des membres des forces armées.

.../...

L'application de plusieurs des articles de cet arrêté royal se concilie difficilement avec l'économie et l'esprit des dispositions relatives aux agents civils du service de sécurité militaire. Cette considération vaut particulièrement pour les articles 4, 5, 6, 10 et 11 de l'arrêté. Il appartient au Gouvernement d'apprécier s'il n'y a pas lieu de compléter l'article 3 du projet par une disposition dérogeant aux articles de l'arrêté royal du 13 novembre 1967 qu'elle énumérerait.

En vertu de l'article 20 dudit arrêté, l'accord du Ministre de la Défense nationale est requis pour que soit "utilisé", selon le régime de "mobilité volontaire", dans le service de sécurité militaire un agent d'un autre service public ou un membre des forces armées. En vertu de l'article 26, le même accord est requis pour une "utilisation" selon le régime de "mobilité d'office", sous réserve de l'arbitrage du Premier Ministre demandé par le Ministre de la Fonction publique. Selon les explications du fonctionnaire délégué, le Gouvernement juge toutefois utile l'insertion d'une disposition confiant de manière explicite au Ministre de la Défense nationale le pouvoir d'agréer toute personne destinée à être utilisée dans le service de sécurité militaire ou à être admise à un emploi de ce service : cette agréation a pour but de charger le Ministre de la Défense nationale d'apprécier si l'intéressé présente les garanties de confiance exigées par la nature spécialement délicate des fonctions dont il s'agit. Si semblable disposition était introduite dans l'article 3, il serait logique d'y fixer des règles identiques à celles qui figurent dans l'article 5, 7°, du projet.

.../...

Le texte suivant est proposé :

"Article 3.-

Pour les promotions et changements de grade, il est établi une barrière entre le service de sécurité militaire et les autres administrations de l'Etat.

Les articles 4, 5, 6, 10, 11 ... de l'arrêté royal du 13 novembre 1967 portant les mesures d'exécution relatives à la mobilité du personnel de certains services publics et des membres des forces armées ne sont pas applicables aux emplois des agents civils du service de sécurité militaire. Nul ne peut être admis à un emploi ou occupé à un titre quelconque dans ce service, s'il n'est agréé par le Ministre de la Défense nationale, conformément à l'article 5, 7°, du présent arrêté.

Sous réserve de l'application de l'article 39 de l'arrêté royal du 13 novembre 1967 précité, les transferts ne sont pas autorisés entre le service de sécurité militaire et les autres administrations de l'Etat".

Article 4.

Cette disposition détermine le mode de nomination à chacun des grades.

I. Il ressort de cet article et des articles 5 et 10, que le grade d'inspecteur sera toujours attribué par la voie d'un concours de recrutement et que le grade de commissaire sera attribué de cette manière dans une partie des cas. Le Gouvernement a donc estimé que, malgré le caractère très délicat des fonctions des agents civils du service de sécurité militaire, ce mode de nomination peut convenir. Il a sans doute jugé que l'agréation des candidatures par le Ministre de la Défense nationale (article 5, 7°) constitue une garantie

II. L'article 4, seconde phrase, du projet reproduit l'article 4, seconde phrase, de l'arrêté royal du 29 avril 1966.

Le texte du projet ne correspond pas aux intentions du Gouvernement. Il a, en effet, été perdu de vue que le système que le Gouvernement entend instituer pour les nominations au grade de commissaire au service de sécurité militaire est différent de celui qui a été établi par l'arrêté royal du 29 avril 1966 pour les nominations au grade de commissaire à la Sûreté de l'Etat.

Les nominations au grade de commissaire à la Sûreté de l'Etat se font à la suite d'un seul et même concours accessible tant aux personnes étrangères à l'administration qu'aux inspecteurs de la Sûreté de l'Etat : ce concours constitue, pour les premières, une épreuve de recrutement et, pour les seconds, une épreuve de promotion. C'est ce qui ressort de l'article 9, alinéa 2, et de l'article 20 de l'arrêté royal du 29 avril 1966.

Au contraire, selon les explications reçues, le concours de recrutement au grade de commissaire au service de sécurité militaire et le concours de promotion au même grade (article 20) constituent des épreuves distinctes. Le Ministre décidera au sujet de chaque emploi de commissaire devenu vacant s'il doit être conféré par la voie d'un concours de recrutement ou par la voie d'un concours de promotion.

.../...

L'article 4 doit être remanié en conséquence. Il pourrait être rédigé comme suit :

"Article 4.-

Le grade d'inspecteur n'est attribué que par la voie du recrutement.

Le grade de commissaire est attribué soit par la voie du recrutement, soit par la voie de la promotion, selon la décision du Ministre de la Défense nationale concernant chaque emploi devenu vacant.

Les autres grades ne sont attribués que par la voie de la promotion".

Article 5.

Quant au 1°.

Le 1° impose la condition de l'appartenance au sexe masculin pour la nomination à tous les emplois d'agent civil du service de sécurité militaire.

Il résulte de l'article 6 de la Constitution et de la loi du 19 mars 1964 approuvant la Convention sur les droits politiques de la femme conclue à New-York, le 3 mars 1953, que si le Roi peut réserver à des candidats du sexe masculin certains emplois des administrations de l'Etat, ce ne peut être que sur la base d'éléments objectifs de nature à justifier la distinction faite entre les deux sexes.

Conformément aux intentions exprimées dans l'exposé des motifs du projet devenu la loi du 19 mars 1964 (1), le Gouvernement a assorti l'adhésion de la Belgique à la

.../...

(1) Doc. parl. Ch. session 1962-1963, n° 664/1 avec avis du Conseil d'Etat.

Convention indiquée de la réserve suivante : "... Tant pour le passé que pour l'avenir, la Convention ne peut faire obstacle à ce que l'autorité publique établisse des conditions d'accès aux fonctions publiques, en s'inspirant, en dehors de toute idée de discrimination, soit du souci d'assurer la protection de la femme contre certains risques physiques ou moraux, soit de considérations objectives tenant aux exigences inhérentes à la bonne marche de certains services publics" (1). L'arrêt rendu le 9 février 1966 par le Conseil d'Etat sous le n° 11.634 (2) déclare : "... Considérant, quant au principe de l'égalité énoncé à l'article 6 de la Constitution, que cet article, pour ce qui est des droits politiques de la femme, ne porte nulle atteinte au droit que détient l'autorité de fixer les conditions d'accès aux emplois publics et, partant, de subordonner l'admission à certains emplois à des conditions d'aptitude que seuls les candidats du sexe qu'elle détermine sont susceptibles de remplir". L'arrêt ajoute que la réserve faite lors de l'adhésion de la Belgique à la Convention de New-York "s'identifie à l'interprétation donnée par le législateur de l'article 6 de la Constitution et qu'il s'en dégage incontestablement le pouvoir pour l'autorité d'exclure, dans certains cas, les femmes d'un emploi public".

Le préambule du projet ne contient aucun considérant ayant pour objet d'expliquer pour quels motifs le Gouvernement estime que les femmes n'ont pas les aptitudes requises pour exercer les fonctions d'agent civil du service de sécurité militaire ou que ces fonctions présentent pour elles des dangers physiques ou moraux si graves qu'il est nécessaire de les exclure complètement de ces fonctions.

.../...

---

(1) Moniteur belge du 2 septembre 1964.

(2) Recueil, p. 717.

Il appartient, dès lors, au Gouvernement de réexaminer la disposition contenue dans l'article 5, 1°, du projet. Il lui incombe d'indiquer au préambule de l'arrêté en projet les éléments objectifs de caractère précis qu'il estime pouvoir invoquer à l'appui de cette disposition.

Il appartient également au Gouvernement d'examiner si la diversité des tâches incombant à l'ensemble des agents civils du service de sécurité militaire ne justifierait pas de réserver aux candidats du sexe masculin, une partie seulement des emplois.

Quant aux 4° et 5°.

Il serait plus logique de mentionner dans une même division de l'article les deux conditions relatives à l'âge des candidats; celle qui concerne l'âge minimum requis et celle qui concerne l'âge maximum admis.

Quant au 6°.

Bien qu'employés dans plusieurs textes analogues, les mots "régulièrement délivrés" sont inutiles et pourraient être omis.

Quant au 7°.

Pour sauvegarder à la fois les intérêts de la sûreté de l'Etat et ceux des candidats, l'intervention du Ministre de la Justice ne devrait pas se limiter au seul cas où le Ministre de la Défense nationale se proposerait de refuser l'agrément de la candidature.

.../...

L'article 5 pourrait dès lors être modifié comme suit :

"Article 5.-

1° ... (voir avis) ...

...

4° satisfaire aux lois sur la milice ;

5° être âgé, le jour où expire le délai d'inscription au concours, de vingt et un ans au moins et de trente ou trente-cinq ans au plus, selon qu'il s'agit des candidats au grade d'inspecteur ou des candidats au grade de commissaire ;

6° être porteur d'un diplôme ou certificat mentionné au tableau annexé à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 respectivement :

-sous le niveau 1, pour les candidats au grade de commissaire,

-sous le niveau 2, pour les candidats au grade d'inspecteur ;

7° être agréé par le Ministre de la Défense nationale, après avis du chef du service général du renseignement ; le Ministre de la Défense nationale ne peut refuser d'agréer une candidature qu'après avoir pris l'avis du Ministre de la Justice."

Article 7.

Pour définir plus exactement le rôle du Secrétaire permanent au recrutement, il conviendrait de rédiger l'article 7 comme suit :

.../...

"Article 7.-

Les épreuves sont organisées par le Ministre de la Défense nationale. Le Secrétaire permanent au recrutement en contrôle le déroulement".

Article 8.

A l'alinéa 1er in fine, après la mention du commissaire en chef du service de sécurité militaire, il serait préférable d'employer les mots "à son défaut" au lieu des mots "en son absence".

En ce qui concerne la présidence du jury, l'article 8, alinéa 2, se borne à disposer qu' "en l'absence du directeur général de la direction générale de l'administration, le jury est présidé par son délégué". Il résulte de cette disposition que si le directeur général est présent, c'est lui qui préside le jury. Il serait plus logique d'énoncer cette règle de manière explicite.

L'article 8, alinéa 2, pourrait être rédigé comme suit :

"Le jury est présidé par le directeur général de la direction générale de l'administration du Ministère de la Défense nationale ou, à son défaut, par son délégué".

.../...

Article 9.

Il y a un manque de concordance entre l'article 9 du projet et les articles 19 à 22 de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif aux épreuves de recrutement et de carrière des agents de l'Etat, auxquels il renvoie.

En effet, l'article 9 du projet vise simplement les "candidats ayant la qualité d'agent de l'Etat". L'article 19 de l'arrêté royal fait, au contraire, la distinction entre les candidats "qui ont participé (au) concours en qualité d'agent de l'Etat" et ceux "qui ont participé au concours en qualité d'étranger à l'administration". Cette dernière disposition vise ainsi les agents de l'Etat autorisés à participer en cette qualité aux concours de recrutement pour bénéficier d'une "promotion par admission au niveau supérieur", conformément à l'article 29, § 1er, de l'arrêté royal du 7 août 1939 sur le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964.

Le projet ne comprend pas de disposition analogue à l'article 29, § 1er, de l'arrêté royal du 7 août 1939 auquel l'article 19 de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 fait lui-même implicitement référence.

Il appartient donc au Gouvernement de réexaminer la disposition énoncée à l'article 9 du projet en vue de remédier au manque de concordance indiqué.

.../...

Articles 13 à 15.

L'article 13, alinéa 3, et l'article 15, alinéa 1er, omettent de faire mention de la proposition du chef du service général du renseignement qui est prescrite avant la mesure de licenciement, comme il résulte indirectement de l'article 15, alinéa 2.

Par souci de concordance, il se recommande d'insérer dans l'article 14 du projet la disposition relative à la prise en considération de la période de stage pour le calcul de l'ancienneté des agents. Une telle disposition, qui traduit les intentions du Gouvernement(1), se trouve, en effet, énoncée à l'article 14, alinéa 3, de l'arrêté royal du 29 avril 1966.

Par ailleurs, dans le même souci de concordance et en vue de présenter les diverses dispositions dans un ordre plus logique, il y a lieu d'insérer dans l'article 14, la disposition contenue dans l'article 15, alinéa 1er, du projet.

En conséquence, les articles 13 à 15 pourraient être rédigés comme suit :

"Article 13. (Pour les deux premiers alinéas, le texte du projet).

La même autorité peut, sur proposition motivée du chef du service général du renseignement, licencier un stagiaire avant la fin de la période de stage, s'il est suffisamment établi qu'il ne satisfait pas aux exigences du service.

.../...

---

(1) Voir l'article 20, § 2, du projet qui doit être complété.

Article 14. (Pour les deux premiers alinéas : texte du projet).

Pour le calcul de son ancienneté de traitement et pour son classement, il prend rang à la date à laquelle a débuté son stage.

Le stagiaire jugé inapte peut être licencié par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination, sur proposition motivée du chef du service général du renseignement.

Article 15.-

Toute proposition de licenciement, faite pendant le stage ou à la fin de celui-ci, est notifiée au stagiaire intéressé. Celui-ci peut, dans les huit jours de la notification, introduire un recours au Ministre contre cette proposition.

Le recours est adressé au chef du service général du renseignement, qui le transmet, avec son rapport, au conseil consultatif institué par l'article 28".

Article 20.

Le texte ne tient pas suffisamment compte de ce que le concours d'avancement au grade de commissaire constitue une épreuve distincte du concours de recrutement au même grade. Il appelle, au surplus, des amendements de forme.

L'article gagnerait en clarté s'il était rédigé comme suit :

.../...

"Article 20.-

Lorsqu'un concours est organisé pour l'attribution du grade de commissaire par voie de promotion, peuvent seuls y participer :

1° les inspecteurs principaux de première classe;

2° les inspecteurs principaux;

3° les inspecteurs qui comptent une ancienneté de six ans dans leur grade et qui, en outre, ont obtenu le certificat du cours moyen de l'Ecole de criminologie et de police scientifique".

Article 21.

Le § 2 relatif au calcul de l'ancienneté est superflu et doit être supprimé.

En effet, la prise en considération des services effectifs accomplis en qualité d'agent définitif découle des articles 63 et 64 du statut des agents de l'Etat, qui, selon l'article 1er, 1°, du projet, restent applicables aux agents civils du service de sécurité militaire.

La prise en considération des services accomplis en qualité d'inspecteur stagiaire ou de commissaire stagiaire découle de l'alinéa 3 que le Conseil d'Etat a proposé d'insérer dans l'article 14 du projet.

Il conviendrait de rédiger le § 4 comme suit :

"§ 4. Le commissaire en chef est nommé au choix, par avancement de grade, parmi les commissaires principaux de première classe".

.../...

Articles 24 et 25.

Le texte serait plus clair si l'article 24 comprenait exclusivement les dispositions relatives à la détermination des autorités compétentes et si toutes les dispositions relatives aux formalités préalables à la décision étaient groupées dans l'article 25.

Les articles 24 et 25 pourraient, en conséquence, être rédigés comme suit :

"Article 24.-

Les peines énumérées à l'article 23 sont prononcées respectivement:

a) la peine mentionnée au 1°, par le chef du service de sécurité militaire;

b) la peine mentionnée au 2°, par le chef du service général du renseignement;

c) les peines mentionnées aux 3° à 6°, par le Ministre de la Défense nationale;

d) les peines mentionnées aux 7° à 9°, par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination.

Article 25 (article 24, partim, du projet et article 25).

Les peines énumérées à l'article 23, 3° à 9°, font l'objet d'une proposition motivée du chef du service général du renseignement

Elles ne sont prononcées qu'après avis motivé du conseil consultatif".

.../...

Article 26.

La fin de l'article gagnerait en clarté si elle était rédigée comme suit : "si ... pendant une période qu'elle fixe et qui ne peut dépasser cinq ans, l'intéressé n'encourt pas une nouvelle peine disciplinaire plus grave que la réprimande ou le blâme".

Article 27.

L'article est superflu. En effet, il reproduit l'article 80, première phrase, du statut des agents de l'Etat. Or, l'article 1er, 1°, du projet laisse applicable l'article 80 en son entier.

Article 28.

L'article 28, § 2, alinéa 2, gagnerait en clarté s'il était rédigé comme suit :

"Pour l'examen de chaque affaire, le conseil comprend comme membre un agent civil du service de sécurité militaire choisi par le comparant parmi les agents revêtus du grade égal au sien ou, sinon, du grade immédiatement inférieur".

Article 30.

Dans l'alinéa 1er, il y aurait lieu de supprimer le mot "éventuel".

.../...

Il serait préférable de rédiger l'article 30, alinéa 2, seconde phrase, comme suit : "Les diverses opinions exprimées et leurs motifs sont actés au procès-verbal".

Article 34.

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant qui traduit de manière plus précise les intentions du Gouvernement, telles qu'elles ont été expliquées par le fonctionnaire délégué :

"Article 34.-

Les inspecteurs principaux qui ont participé à un concours d'accession au grade de commissaire, organisé par le Ministre de la Défense nationale avant le 1er août 1964, et qui ont obtenu le nombre de points requis pour être admissibles, sans cependant se classer en ordre utile, sont promus au grade de commissaire, même s'il n'existe pas d'emplois permanents vacants de ce grade".

Article 36.

En raison de leur qualité d'agent de l'Etat et donc de "membre du personnel des Ministères", les agents civils du service de sécurité militaire sont régis par l'arrêté royal du 22 juillet 1964 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères. Ce statut leur est applicable de plein droit. En conséquence, l'article 36, qui ne déroge en rien aux règles de ce statut, doit être omis.

.../...

Article 37.

Le projet a pour objet principal et presque exclusif de déterminer le statut administratif des agents civils du service de sécurité militaire. S'il contient des dispositions très générales relatives au statut pécuniaire de ces agents (article 36), il laisse à un autre arrêté royal le soin de fixer les échelles de leurs traitements. Dès lors, il n'est pas logique d'inclure dans le projet des dispositions allouant auxdits agents des indemnités particulières. Ce l'est d'autant moins que le Gouvernement s'abstient d'abroger par le présent projet l'arrêté royal du 24 avril 1962 fixant le taux des indemnités forfaitaires allouées aux fonctionnaires civils du service de contre-information attachés au Ministère de la Défense nationale, modifié par l'arrêté royal du 23 mars 1967, qui règle actuellement cette matière.

En outre, l'article 37 du projet accorde aux agents civils du service de sécurité militaire une indemnité pour abonnement et communications téléphoniques et une indemnité de débours en faisant référence aux dispositions applicables aux membres de la section sûreté de l'Etat de l'administration de la sûreté publique. Or, ces dispositions, qui sont contenues dans l'arrêté royal du 31 mai 1951, font elles-mêmes référence aux règles applicables aux agents et officiers judiciaires près les parquets. Il serait dès lors plus logique et plus simple au point de vue pratique, de faire directement mention de ces dernières règles.

.../...

L'article appelle aussi des amendements de forme. Il pourrait être rédigé comme suit :

"Article ...

Les agents civils du service de sécurité militaire bénéficient d'une indemnité pour abonnement et communications téléphoniques et d'une indemnité de débours, selon les mêmes taux et aux mêmes conditions que les agents et officiers judiciaires près les parquets".

Article 38.

A. Il y a lieu de tenir compte des abrogations expresses ou implicites déjà opérées. En outre, même si la plupart des dispositions de l'arrêté du Régent du 18 août 1947 ont été implicitement abrogées par l'article 9 de l'arrêté royal du 16 mars 1964, il convient par souci de clarté d'abroger expressément cet arrêté en son entier.

Le texte suivant est proposé :

"Article 38.-

Sont abrogés l'arrêté du Régent du 18 août 1947 qui est relatif au cadre et au statut des agents civils du service de contre-information ainsi que les arrêtés royaux des 21 novembre 1953 et 13 septembre 1956 qui l'ont modifié".

.../...

B. L'arrêté du Régent du 18 août 1947 que l'article 38 du projet abroge en son entier contient un article 12 portant que : "les fonctionnaires civils attachés à l'état-major général, en stage ou nommés définitivement, sont placés sous l'empire de l'article 3 du titre Ier du Code de procédure pénale militaire en ce qui concerne la trahison et l'espionnage".

Le projet ne contient pas de disposition semblable à celle qui vient d'être reproduite. Comme on l'a déjà indiqué ci-dessus(cfr. Observation générale A, II, a), selon les explications du fonctionnaire délégué, il s'agit d'une omission résultant d'une inadvertance. Le projet doit donc être complété par une disposition reprenant la substance de l'article 12 de l'arrêté du Régent du 18 août 1947. En outre, l'article 3 du Code de procédure pénale militaire ne permet pas au Roi de soumettre aux lois pénales militaires des personnes qui n'auraient pas volontairement accepté d'être employées dans un établissement ou service de l'armée.

Pour cet article nouveau à insérer, la rédaction suivante est proposée :

"Article ...

Les agents civils du service de sécurité militaire ainsi que les stagiaires sont soumis aux lois pénales militaires en ce qui concerne la trahison et l'espionnage. Sont également soumises à ces lois les personnes employées dans ce service en vertu de la réglementation relative à la mobilité volontaire du personnel de certains services publics, des membres des forces armées et des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat.

.../...

Les agents, stagiaires et les autres personnes visés à l'alinéa 1er, ne peuvent entrer en fonction qu'après avoir signé une déclaration par laquelle ils reconnaissent savoir qu'ils sont soumis aux lois pénales militaires en ce qui concerne la trahison et l'espionnage".

Article 39.

L'article 39 gagnerait en clarté s'il était rédigé comme suit :

" Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge

Toutefois, l'article 34 produit ses effets à partir du 1er janvier 1967".

OBSERVATION FINALE.

Il serait plus logique et plus conforme à l'usage de placer les dispositions transitoires énoncées aux articles 32 à 34 formant le chapitre VIII, après les articles 35 à 37 du projet, qui constituent des dispositions de nature permanente.

.../...

Le plan des dernières parties de l'arrêté en projet pourrait être le suivant :

Chapitre VIII. - Dispositions générales.

Articles 32 à 34 (articles 35 à 37 du projet).

Chapitre IX. - Dispositions transitoires.

Articles 35 à 37 (articles 32 à 34 du projet).

Chapitre X. - Dispositions finales.

Articles 38 à 40 (articles 38 à 40 du projet).

ALGEMENE OPMERKINGEN.

A.

Het ontwerp strekt tot vaststelling van het bijzonder statuut waaraan de Regering de burgerlijke ambtenaren van de Dienst Militaire Veiligheid meent te moeten onderwerpen wegens de speciale aard van hun functies.

Deze, tot dusver "tegeninformatiedienst" geheten dienst heeft een vrij hybridisch karakter : hij is tegelijk onderdeel van "het algemeen bestuur" in de zin van artikel 66, tweede lid, van de Grondwet én "dienst van het leger" in de zin van talrijke wetsbepalingen, die zich voor het bepalen van hun werkingssfeer van dit begrip bedienen.

I. Hij is er mede belast de chef van de generale staf die, krachtens artikel 25, b, van het koninklijk besluit van 3 december 1963, "verantwoordelijk is : ... voor de opzoeking, de uitbating en de verspreiding van inlichtingen, en voor de toepassing van de maatregelen inzake militaire veiligheid en contra-informatie bij te staan". Is hij er in hoofdzaak op gericht, de actie van het leger doeltreffend te maken, hij heeft toch een andere taak dan het leger als zodanig, een taak die niet specifiek militair is, namelijk in wezen : onderzoekingen te verrichten. Daarom bestaat die dienst niet alleen uit militairen maar ook uit burgerambtenaren en werd hij zelfs gedurende sommige perioden, niet onder het gezag van de Minister van Landsverdediging maar onder dat van de Minister van Justitie geplaatst. De Koning heeft dus de Dienst Militaire Veiligheid kunnen oprichten als zijnde een dienst van algemeen bestuur, op grond van de bevoegdheden hem verleend bij de artikelen 29 en 66, tweede lid, van de Grondwet.

.../...

De Dienst Militaire Veiligheid maakt deel uit van de algemene dienst inlichtingen die, luidens artikel 12 van het tweede ministerieel besluit van 8 oktober 1964, geplaatst is "onder het hiërarchisch gezag van de chef van de generale staf". Wat niet belet dat de Dienst Militaire Veiligheid ook geplaatst is onder het hoog gezag van de Mininster van Landsverdediging en van de Koning. Dit blijkt uit de bepalingen van het koninklijk besluit van 3 december 1963 (artikel 22) en van het ministerieel besluit van 8 oktober 1964 (artikel 2), volgens welke de chef van de generale staf zelf onder de Minister van Landsverdediging ressorteert. Dat blijkt trouwens ook uit de economie van het ontwerp-besluit.

Uit dat alles volgt, dat de Dienst Militaire Veiligheid een Rijksbestuur is in de zin van artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, zodat de Regering de burgerambtenaren van die dienst terecht als Rijksambtenaren beschouwt en zodat dezen niet aan bijzondere regels, afwijkend van het door evengenoemd besluit vastgesteld gemeenrechtelijk statuut kunnen worden onderworpen, als er geen afwijkingsbepalingen tot stand komen, waarvoor de bij artikel 116 van dat besluit voorgeschreven formaliteiten gelden.

II. De Dienst Militaire Veiligheid is ook een "dienst van het leger".

a) Voor de toepassing van artikel 3 van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger moeten de burgerambtenaren van evengenoemde dienst geacht worden "personen te zijn tewerkgesteld in een inrichting of bij een dienst van het leger" en moeten zij als zodanig bij koninklijk besluit aan sommige bepalingen van de militaire

.../...

strafwetten onderworpen kunnen worden. Uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 15 juni 1899, die titel I van evengenoemd Wetboek bevat (1), blijkt, dat artikel 3 zo is gesteld, dat het globaal slaat op vele zeer uiteenlopende categorieën van burgerambtenaren die prestaties voor het leger verrichten. Dat artikel is dan ook uitgelegd als zijnde toepasselijk inzonderheid : op de ambtenaren en bedienden van de inrichtingen die voor de artillerie werken (2), op de burgerlijke werklieden van het Ministerie van Landsverdediging (3), op het aanvullingspersoneel van dat Ministerie (4) en op het burgerlijk onderwijzend personeel dat voor de beroepsopleiding van de dienstplichtigen is aangeworven (5). Het artikel is daarom a fortiori toepasselijk

.../...

---

(1) Verslag van de commissie van het Wetboek van strafrechtspleging bij het leger, gevoegd bij het wetsontwerp (Parl. St. Kam., zitt. 1894-1895, nr. 15, blz. 36-37).

(2) Koninklijk besluit van 2 maart 1900 waarbij sommige burgerlijke ambtenaren worden geplaatst onder de gelding van artikel 3 van titel I van het Wetboek van strafrechtspleging bij het leger wat betreft het verraad en de verspieding (J.M.O. 1900, blz. 140).

(3) Koninklijk besluit van 18 september 1950 betreffende het statuut van de burgerlijke werklieden van het Ministerie van Landsverdediging (artikel 2) (advies L. 1121/1 van 5 juni 1950). Voordien : koninklijk besluit van 26 augustus 1939 "houdende goedkeuring" van het statuut van het loontrekkend werkliedenpersoneel van de inrichtingen en diensten van het leger, artikel 43.

(4) Koninklijk besluit van 24 december 1951 tot machtiging van de Minister van Landsverdediging om voor een bepaald aantal betrekkingen bestemd voor militairen van lagere graad aanvullingspersoneel aan te werven en tot vaststelling van dezes statuut, artikel 17 (advies L.2437 van 18 oktober 1951).

(5) Koninklijk besluit van 20 april 1953 waarbij de Minister van Landsverdediging gemachtigd wordt burgerlijk onderwijzend personeel voor de beroepsopleiding van de dienstplichtigen aan te werven en waarbij het statuut van dat personeel wordt vastgesteld, artikel 17 (advies L.3042 van 30 juli 1952).

op de burgerambtenaren van de Dienst Militaire Veiligheid : gelet op de aard van hun functies zouden dezen, als zij bepaalde misdrijven, bijvoorbeeld verraad zouden plegen, zelf de belangen met welker vrijwaring zij meer speciaal zijn belast, in gevaar brengen, en zouden zij de doeltreffendheid van het leger ernstig nadeel kunnen toebrengen. De Regering heeft derhalve, bij artikel 12 van het besluit van de Regent van 18 augustus 1947, de burgerambtenaren van de tegeninformatiedienst kunnen onderwerpen aan de bepalingen van de militaire strafwetten wat betreft verraad en verspieding. Naar de gemachtigde ambtenaar verklaart,is een onachtzaamheid oorzaak dat het ontwerp een zodanige bepaling niet bevat : de Regering wenst het zo aangevuld te zien.

b) Voor de toepassing van de op 21 mei 1964 gecoördineerde wetten op het personeel in Afrika,moet de Dienst Militaire Veiligheid geacht worden deel uit te maken van het leger, zoals de Raad van State het in zijn advies L. 8542 van 15 oktober 1963 heeft verklaard. In artikel 6 van evengenoemde wetten heeft de wetgever zeer ruime voorkeurrechten toegekend aan de voormalige leden van het personeel in Afrika,maar hij heeft gemeend ze niet te moeten laten werken voor benoemingen "in het leger, de magistratuur en het onderwijs". Hij heeft het immers nodig geacht, de Regering voor die benoemingen een ruime beoordelingsbevoegdheid te laten. Die bedenking geldt inzonderheid voor benoemingen van ambtenaren van de Dienst Militaire Veiligheid die, omwille van het delikate van hun functies, zeer uitzonderlijke waarborgen moeten bieden.

.../...

B.

Zoals zoëven is opgemerkt, vinden de gecoördineerde wetten van 21 mei 1964 waarbij voorkeurrechten worden toegekend aan de leden van het personeel in Afrika geen toepassing op de betrekkingen van de Dienst Militaire Veiligheid; daarentegen zijn die betrekkingen wél onderworpen aan de prioriteitsrechten toegekend bij de artikelen 5 en 6 van de wet van 26 maart 1968 waarbij werving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd. Deze laatste bepalingen hebben immers een geheel ander opzet dan de gecoördineerde wetten van 21 mei 1964.

Volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg is de bedoeling van de Regering, op grond van artikel 6, § 1, vierde lid, van de wet van 26 maart 1968, een afzonderlijk besluit vast te stellen dat tot doel zal hebben de betrekkingen van de Dienst Militaire Veiligheid aan de toepassing van de artikelen 5 en 6 van die wet te onttrekken (1).

.../...

---

(1) (Zie, als voorbeeld van een zodanig besluit, het koninklijk besluit van 12 november 1968 dat de betrekkingen van adjunct-inspecteur van Financiën en van adjunct-adviseur van Financiën uitsluit van de toepassing van de wet van 26 maart 1968 ... B.S. van 28 december 1968) (Advies L. 10.535/2).

Daarentegen acht de Regering het niet onontbeerlijk, dat op grond van artikel 5, tweede lid, van de wet van 3 augustus 1919-25 mei 1947, een besluit zou worden vastgesteld om die ambten te onttrekken aan de prioriteitsrechten toegekend bij artikel 2 van die wet, dat betrekking heeft op de toelating tot alle "openbare diensten".

C.

Talrijke artikelen van het ontwerp nemen de bepalingen over van het koninklijk besluit van 29 april 1966 houdende het statuut van het personeel van de sectie veiligheid van de Staat van het Bestuur van de openbare veiligheid. Zelfs indien de redactie van sommige van die bepalingen niet volmaakt is, zal de Raad van State er zich van onthouden zuivere vormwijzigingen voor te stellen, opdat de door de Regering gewenste gelijkenis tussen het statuut van de ambtenaren van de Dienst Militaire Veiligheid en het statuut van het personeel van de buitendiensten van de veiligheid van de Staat, verder duidelijk zou blijken. Wel zal hij wijzigingen voorstellen in de gevallen waarin de besproken teksten interpretatiemoeilijkheden zouden kunnen opleveren. Hij zal dat ook doen wanneer de tekst van de bepalingen van het ontwerp, zelfs als hij het koninklijk besluit van 29 april 1966 overneemt, niet dienstig is omdat hij geen rekening houdt hetzij met de nieuwe bepalingen die inzake statuut van het Rijkspersoneel sedert de inwerkingtreding van dat besluit tot stand zijn gekomen, hetzij met het verschil van de regels die op sommige punten werden vastgesteld onderscheidenlijk voor de burgerambtenaren van de Dienst Militaire Veiligheid en voor de ambtenaren van de buitendiensten van de veiligheid van de Staat.

.../...

D.

Aangezien het begrip "fonctionnaire" begrepen is in het ruimer begrip "agent", gebruike men in de Franse tekst liever uitsluitend de laatste term, zowel in het opschrift als in het ontwerp zelf (1).

In het Nederlands dient enkel de term "ambtenaren" te worden gebruikt.

Aanhef.

Na het eerste lid van de aanhef, verwijze men naar artikel 3 van het Wetboek van strafrechtspleging bij het leger. Het is immers de bedoeling van de Regering, het ontwerp aan te vullen met een bepaling die dat artikel op de burgerambtenaren van de Dienst Militaire Veiligheid toepast.

*

* *

Waar het de graden van eerstaanwezend commissaris eerste klasse en van eerstaanwezend inspecteur eerste klasse (artikel 2) en het systeem van de "vlakke loopbaan" instelt voor de bevordering tot de graden van eerstaanwezend inspecteur en van eerstaanwezend commissaris (artikel 21, § 1), is het ontwerp "van die aard ... dat het nieuwe

.../...

---

(1) Overwegende van de aanhef; de artikelen 1, 2, 16, 17, 26, 28, 29, 32, 33, 35 en 36 tot 38.

uitgaven medebrengt". Het moet derhalve aan het akkoord van de Minister van Begroting worden voorgelegd ingevolge artikel 6, 2, van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole en ingevolge het koninklijk besluit van 20 juli 1968 tot vaststelling van de bevoegdheden van de Minister van Financiën en van de Minister van Begroting.

Overeenkomstig artikel 24 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 moet in de aanhef worden verwezen naar het akkoord van de Minister van Begroting met vermelding van de datum ervan.

Artikel 1.

Onder de artikelen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 die krachtens de ontworpen bepaling geen toepassing op de burgerambtenaren van de Dienst Militaire Veiligheid zullen vinden, hoeven niet te worden vermeld de artikelen 53 tot 55 betreffende de directieraad. Het ontwerp raakt immers niet aan de toepasselijkheid van artikel 96 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, dat het advies van de directieraad voorschrijft.

Artikel 2.

Volgens de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte inlichtingen wil de Regering de graden van de ambtenaren van de Dienst Militaire Veiligheid in twee niveau's onderbrengen, zonder die graden in rangen in te delen. Die graden komen derhalve niet in aanmerking voor vermelding in de tabel gevoegd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren van de Rijksbesturen kunnen titularis zijn, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 april 1968.

Artikel 2, § 3, van het ontwerp moet dus anders worden geredigeerd, wil het niet de indruk wekken te verwijzen naar de indeling in niveau's, zoals deze is vastgesteld bij artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 2.-

§ 1. De graden en hun hiërarchie zijn als volgt vastgesteld :

1° hoofdcommissaris;

2° eerstaanwezend commissaris eerste klasse;

3° eerstaanwezend commissaris;

4° commissaris;

5° eerstaanwezend inspecteur eerste klasse;

6° eerstaanwezend inspecteur;

7° inspecteur.

Alvorens in vast verband als Rijksambtenaar te worden toegelaten, heeft de inspecteur de titel van agent bij de Dienst Militaire Veiligheid.

§ 2. De graden worden in twee niveau's ingedeeld.

De graden genoemd onder 1° tot 4°, en onder 5° tot 7° van § 1, worden onderscheidenlijk in niveau 1 en in niveau 2 ingedeeld.

§ 3. De ambtenaren van niveau 1 worden benoemd door de Koning.

De ambtenaren van niveau 2 worden benoemd door de Minister van Landsverdediging".

.../...

Artikel 3.

Artikel 3 van het ontwerp stelt :

"Voor de tewerkstellingen, bevorderingen, overplaatsingen en wedertewerkstellingen wordt de Dienst Militaire Veiligheid van de overige diensten van de Rijksbesturen afgegrendeld".

I. Ofschoon artikel 3 van het ontwerp de tekst van artikel 3 van het koninklijk besluit van 29 april 1966 overneemt, zou men er goed aan doen de redactie te wijzigen. De tekst is immers dubbelzinnig in zover hij de overplaatsing betreft : die maatregel heeft precies tot doel een ambtenaar van een bestuur te doen overgaan naar een ander dat van het eerste is "afgegrendeld" wat de bevordering tot een hogere graad betreft (artikel 76 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964; artikel 28 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 op de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij hetzelfde besluit).

II. Volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg, werd artikel 3 van het ontwerp opgesteld zonder dat rekening werd gehouden met de koninklijke besluiten nrs. 25, 26 en 76 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten, van de leden van de krijgsmacht en van de leden van het Rijksonderwijs. Op die reglementering gewezen, heeft de Regering verklaard te willen voorkomen dat in de Dienst Militaire Veiligheid ambtenaren kunnen "gebezigd" worden, die de vereiste waarborgen inzake betrouwbaarheid niet zouden bieden.

.../...

De Koning is weliswaar niet bevoegd om de gehele mobiliteitsregeling volledig buiten toepassing te stellen, maar hij kan ontegenzeglijk de "voorwaarden, modaliteiten en gevolgen van de beziging" vaststellen, krachtens artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 25, artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 26 en artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 76. /

In de uitoefening van de zoëven vermelde bevoegdheid, heeft de Koning het besluit van 13 november 1967 houdende uitvoeringsmaatregelen betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten en van de leden van de krijgsmacht vastgesteld.

De toepassing van talrijke artikelen van dit koninklijk besluit is moeilijk overeen te brengen met opzet en geest van de bepalingen betreffende de burgerambtenaren van de Dienst Militaire Veiligheid. Dat geldt inzonderheid voor de artikelen 4, 5, 6, 10 en 11 van het besluit. De Regering moet oordelen of er geen grond is om artikel 3 van het ontwerp aan te vullen met een bepaling tot afwijking van de artikelen van het koninklijk besluit van 13 november 1967 die daarin zouden worden opgesomd.

Krachtens artikel 20 van evengenoemd besluit, is het akkoord van de Minister van Landsverdediging vereist opdat een ambtenaar van een andere openbare dienst of een lid van de krijgsmacht "gebezigd" zou worden volgens het stelsel van de "vrijwillige mobiliteit". Krachtens artikel 26 is hetzelfde akkoord vereist voor een "beziging", volgens het stelsel van "de mobiliteit van ambtswege", onder voorbehoud van de door de Minister van het Openbaar Ambt aangevraagde beslissing van de Eerste Minister. Volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar acht de Regering het

.../...

echter dienstig een bepaling in te voegen, om de Minister van Landsverdediging uitdrukkelijk bevoegd te verklaren tot het aanvaarden van eenieder die bij de Dienst Militaire Veiligheid zal worden "gebezigd" dan wel tot een betrekking van die Dienst zal worden toegelaten : via die aanvaarding moet de Minister van Landsverdediging kunnen nagaan of de betrokkene de door de bijzonder delikate aard van het bewuste ambt vereiste waarborgen van betrouwbaarheid biedt. Wordt een zodanige bepaling in artikel 3 ingevoegd, dan ware het logisch dat zij dezelfde regels bevatte als nu in artikel 5, 7°, van het ontwerp voorkomen .

Voorgesteld wordt :

"Artikel 3.-

Voor bevorderingen en veranderingen van graad wordt een afsluiting opgetrokken tussen de Dienst Militaire Veiligheid en de overige Rijksbesturen.

De artikelen 4, 5 , 6, 10, 11... van het koninklijk besluit van 13 november 1967 houdende de uitvoeringsmaatregelen betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten en van de leden van de krijgsmacht, zijn niet toepasselijk op de betrekkingen van de burgerambtenaren van de Dienst Militaire Veiligheid. Niemand kan tot een betrekking toegelaten of op enigerlei wijze tewerkgesteld worden bij die Dienst indien hij niet door de Minister van Landsverdediging is aanvaard overeenkomstig artikel 5, 7° van dit besluit.

.../...

Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 39 van evengenoemd koninklijk besluit van 13 november 1967 worden geen overplaatsingen toegestaan tussen de Dienst Militaire Veiligheid en de overige Rijksbesturen".

Artikel 4.

Die bepaling regelt de wijze van benoeming in iedere graad.

I. Uit dit artikel en uit de artikelen 5 en 10 blijkt, dat de graad van inspecteur steeds, en de graad van commissaris in een aantal gevallen bij wege van een vergelijkend wervingsexamen zal worden toegekend. De Regering heeft die wijze van benoeming dus goed bevonden ondanks het zeer delikaat karakter van de functies van de burgerambtenaren van de Dienst Militaire Veiligheid. Zij zal allicht een voldoende waarborg hebben gezien in de aanvaarding van de kandidaturen door de Minister van Landsverdediging (artikel 5, 7°).

II. Artikel 4, tweede volzin, van het ontwerp neemt artikel 4, tweede volzin, van het koninklijk besluit van 29 april 1966 over.

De tekst van het ontwerp stemt niet overeen met de bedoeling van de Regering. Men heeft immers over het hoofd gezien dat de door de Regering ontworpen regeling inzake benoeming tot commissaris bij de Dienst Militaire Veiligheid verschilt van die welke het koninklijk besluit van 29 april 1966 vaststelt voor benoeming tot commissaris bij de veiligheid van de Staat.

Benoemingen tot commissaris bij de veiligheid van de Staat hebben plaats als gevolg op een en hetzelfde vergelijkend examen dat zowel voor buitenstaanders als voor inspecteurs van de veiligheid van de Staat toegankelijk is : voor de eersten is het een wervings-, voor de tweeden een bevorderingsexamen. Dat blijkt uit artikel 9, tweede lid, en uit artikel 20 van het koninklijk besluit van 29 april 1966.

Volgens de verkregen uitleg zijn het vergelijkend examen voor werving in de graad van commissaris bij de Dienst Militaire Veiligheid en het vergelijkend examen voor bevordering tot die graad (artikel 20) integendeel twee verschillende examens. Voor iedere vacante betrekking van commissaris zal de Minister beslissen of zij bij een vergelijkend wervingsexamen dan wel bij een vergelijkend bevorderingsexamen moet worden toegekend.

Artikel 4 moet dienovereenkomstig worden herwerkt en zou als volgt kunnen worden gelezen :

"Artikel 4.-

De graad van inspecteur wordt alleen door werving verleend.

De graad van commissaris wordt hetzij door werving, hetzij door bevordering verleend, naar gelang de Minister van Landsverdediging voor iedere vacant geworden betrekking beslist.

De overige graden worden alleen door bevordering verleend".

.../...

Artikel 5.

Wat 1° betreft.

Volgens 1° moet men van het mannelijk geslacht zijn om in al de betrekkingen van burgerambtenaar van de Dienst Militaire Veiligheid benoemd te kunnen worden.

Uit artikel 6 van de Grondwet en uit de wet van 19 maart 1964 houdende goedkeuring van het Verdrag betreffende de politieke rechten van de vrouw, afgesloten op 3 maart 1953 te New York, blijkt dat de Koning weliswaar sommige betrekkingen van de Rijksbesturen alleen voor kandidaten van het mannelijk geslacht kan bestemmen, maar dan alleen op grond van objectieve gegevens die het tussen beide geslachten gemaakte onderscheid verantwoorden.

Overeenkomstig de bedoeling neergelegd in de memorie van toelichting bij het ontwerp dat de wet van 19 maart 1964 is geworden (1) heeft de Regering aan de toetreding van België tot evengenoemd Verdrag het volgend voorbehoud verbonden : "... het Verdrag kan noch voor het verleden noch voor de toekomst verhinderen dat de openbare overheid zich bij het bepalen van de voorwaarden

.../...

(1) Parl. St., Kamer, zitting 1962-1963, nr. 664/1 met advies van de Raad van State.

voor toelating tot openbare bedieningen buiten elke gedachte aan discriminatie om , laat leiden hetzij door de zorg de vrouw tegen bepaalde lichamelijke of morele gevaren in bescherming te nemen, hetzij door objectieve overwegingen die verband houden met de speciale behoeften van een goede werking in sommige overheidsdiensten"(1). In zijn arrest van 9 februari 1966,nr. 11.634 (2),overweegt de Raad van State : "... wat het gelijkheidsbeginsel vervat in artikel 6 van de Grondwet betreft, dat dit artikel, op het stuk van de politieke rechten van de vrouw, geen afbreuk doet aan het recht van de overheid om de voorwaarden van toegankelijkheid tot de openbare ambten vast te stellen en aldus de toelating tot bepaalde bedieningen te verbinden aan eisen inzake geschiktheid waaraan alleen kandidaten van een bepaald geslacht kunnen voldoen". Het arrest zegt voorts dat het voorbehoud dat bij de toetreding van België tot het Verdrag van New York is gemaakt "de door de wetgever zelf gegeven uitlegging van artikel 6 van de Grondwet uitmaakt, waaruit onbetwistbaar de bevoegdheid van de overheid blijkt om in bepaalde gevallen vrouwen van een openbaar ambt uit te sluiten".

De aanhef van het ontwerp bevat geen enkele overweging om uit te leggen waarom de Regering oordeelt dat vrouwen niet de vereiste geschiktheid bezitten om het ambt

.../...

---

(1) Belgisch Staatsblad van 2 september 1964.
(2) Verzameling, blz. 124

van burgerambtenaar van de Dienst Militaire Veiligheid uit te oefenen of dat die ambten voor haar lichamelijke of morele gevaren opleveren die zo ernstig zijn dat ze volledig van die ambten uitgesloten moeten worden.

Het staat de Regering derhalve, de bepaling vervat in artikel 5, 1°, van het ontwerp opnieuw te onderzoeken; in de aanhef van het ontwerp-besluit behoort zij aan te geven, welke precieze objectieve gegevens zij tot staving van die bepaling meent te kunnen aanvoeren.

Zij behoort ook na te gaan of de opdrachten, die de gezamenlijke burgerambtenaren van de Dienst Militaire Veiligheid te vervullen hebben, niet dermate verscheiden zijn dat het gewettigd zou zijn slechts een deel van de betrekkingen voor mannelijke kandidaten voor te behouden.

Wat 4° en 5° betreft.

Het ware logischer in eenzelfde onderverdeling van het artikel de twee leeftijdseisen, namelijk de minimum- en de maximumleeftijd, te vermelden.

Wat 6° betreft.

Ofschoon ze in talrijke soortgelijke teksten worden gebruikt, kunnen de woorden "regelmatig uitgereikt" als overbodig worden geschrapt.

Wat 7° betreft.

Om zowel de belangen van de veiligheid van de Staat als die van de kandidaten te vrijwaren, zou het optreden van de Minister van Justitie niet mogen worden beperkt tot het ene geval waarin de Minister van Landsverdediging het voornemen zou hebben de aanvaarding van de kandidatuur te weigeren.

Artikel 5 zou derhalve kunnen worden gewijzigd als volgt :

"Artikel 5.-

1° ... (zie advies)...

...

4° aan de dienstplichtwetten voldoen;

5° op de dag dat de inschrijvingstermijn voor het vergelijkend examen verstrijkt, ten minste eenentwintig jaar en ten hoogste dertig of vijfendertig jaar oud zijn, naar gelang het gaat om gegadigden voor de graad van inspecteur dan wel voor die van commissaris;

6° houder zijn van een diploma of getuigschrift vermeld op de tabel, gevoegd bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 onderscheidenlijk :

-onder niveau 1, voor gegadigden voor de graad van commissaris;

-onder niveau 2, voor gegadigden voor de graad van inspecteur;

7° door de Minister van Landsverdediging aanvaard zijn na advies van de chef van de algemene dienst inlichtingen; de Minister van Landsverdediging mag een kandidatuur slechts weigeren te aanvaarden nadat hij het advies van de Minister van Justitie heeft ingewonnen".

Artikel 7.

De rol van de vaste wervingssecretaris zou nauwkeuriger omschreven worden met de volgende lezing van artikel 7 :

.../...

"Artikel 7.-

De examens worden ingericht door de Minister van Landsverdediging. De Vaste Wervingssecretaris houdt toezicht op het verloop ervan".

Artikel 8.

Aan het eind van het eerste lid, na de vermelding van de hoofdcommissaris van de Dienst Militaire Veiligheid, leze men "bij diens ontstentenis" in plaats van "bij zijn afwezigheid".

Wat het voorzitterschap van de examencommissie betreft, beperkt artikel 8, tweede lid, zich ertoe te bepalen "bij afwezigheid van de directeur-generaal van de algemene directie administratie, wordt de examencommissie voorgezeten door zijn gemachtigde". Uit die bepaling volgt dat de directeur-generaal de examencommissie voorzit als hij aanwezig is. Het ware logischer die regel uitdrukkelijk te stellen.

Artikel 8, tweede lid, zou als volgt kunnen worden gelezen :

"De examencommissie wordt voorgezeten door de directeur-generaal van de algemene directie administratie van het Ministerie van Landsverdediging, of, bij diens ontstentenis, door zijn gemachtigde".

.../...

Artikel 9.

Er is geen overeenstemming tussen artikel 9 van het ontwerp en de artikelen 19 tot 22 van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de wervings- en loopbaanexamens van het Rijkspersoneel, waarnaar het verwijst.

Artikel 9 van het ontwerp heeft het immers alleen over gegadigden "die Rijksambtenaar zijn". Artikel 19 van het koninklijk besluit daarentegen maakt een onderscheid tussen gegadigden "die als Rijkspersoneelslid (aan het vergelijkend examen) hebben deelgenomen" en hen die "als buitenstaander aan het vergelijkend examen hebben deelgenomen". Die laatste bepaling slaat dus alleen op de leden van het Rijkspersoneel die gemachtigd zijn om in die hoedanigheid deel te nemen aan de vergelijkende wervingsexamens om in aanmerking te komen "voor een bevordering, door overgang naar een hoger niveau", overeenkomstig artikel 29, § 1, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 op de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964.

Het ontwerp bevat geen bepaling in de aard van die van artikel 29, § 1, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, waarnaar artikel 19 van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 zelf impliciet verwijst.

Het is dus zaak van de Regering, het bepaalde in artikel 9 van het ontwerp opnieuw ter hand te nemen om die discordantie weg te werken

.../...

De artikelen 13 tot 15.

Artikel 13, derde lid, en artikel 15, eerste lid, maken geen melding van het voorstel van de chef van de algemene dienst inlichtingen dat is voorgeschreven vóór de afdanking, zoals onrechtstreeks blijkt uit artikel 15, tweede lid.

Terwille van de overeenstemming verdient het aanbeveling, de bepaling betreffende het in aanmerking nemen van de stageperiode voor de berekening van de anciënniteit der ambtenaren op te nemen in artikel 14 van het ontwerp. Een zodanige bepaling, die de bedoeling van de Regering weergeeft, is immers neergelegd in artikel 14, derde lid, van het koninklijk besluit van 29 april 1966 (1).

Mede terwille van de overeenstemming en van een logischer inkleding van talrijke bepalingen, voege men in artikel 14 de bepaling in, die nu voorkomt in artikel 15, eerste lid, van het ontwerp.

De artikelen 13 tot 15 zouden derhalve als volgt kunnen worden gelezen :

"Artikel 13.- (Voor de eerste twee alinea's : de tekst van het ontwerp)

Dezelfde overheid kan, op het met redenen omkleed advies van de chef van de algemene dienst inlichtingen, een stagiair vóór het beëindigen van de stageperiode afdanken, indien genoegzaam blijkt dat hij niet voldoet aan de eisen van de dienst.

.../...

(1) Zie artikel 20, § 2, van het ontwerp dat aangevuld moet worden.

Artikel 14.- (Voor de eerste twee alinea's : tekst van het ontwerp)

Voor de berekening van zijn wedde-anciënniteit en voor zijn rangschikking, neemt hij rang in op de dag waarop zijn stage is begonnen.

De stagiair die ongeschikt is bevonden, kan door de benoemende overheid worden afgedankt, na een met redenen omkleed voorstel van de chef van de Algemene Dienst Inlichtingen.

Artikel 15.-

Ieder voorstel tot afdanking, dat wordt gedaan tijdens de stage of bij het einde ervan , wordt ter kennis van de betrokken stagiair gebracht. Deze kan, binnen acht dagen na de kennisgeving, tegen dat voorstel beroep instellen bij de Minister.

Het beroep wordt gericht aan de chef van de Algemene Dienst Inlichtingen, die het met zijn rapport doorstuurt aan de bij artikel 28 ingestelde raad van advies".

Artikel 20.

De tekst houdt er niet voldoende rekening mede, dat het vergelijkend examen voor bevordering tot de graad van commissaris een ander examen is dan het vergelijkend examen voor werving in dezelfde graad. Er moeten bovendien enkele vormwijzigingen in aangebracht worden.

.../...

De hiernavolgende lezing zou duidelijker zijn :

"Artikel 20.-

Aan een vergelijkend examen ingericht voor de toekenning van de graad van commissaris door bevordering, kunnen alleen deelnemen :

1° de eerstaanwezende inspecteurs eerste klasse ;

2° de eerstaanwezende inspecteurs ;

3° de inspecteurs, die zes jaar anciënniteit in hun graad hebben en die bovendien in het bezit zijn van het getuigschrift van de middelbare cursus van de school voor criminologie en criminalistiek".

Artikel 21.

Paragraaf 2, die de berekening van de anciënniteit betreft, kan als overbodig worden geschrapt.

Werkelijke diensten als vast ambtenaar worden immers aangerekend krachtens de artikelen 63 en 64 van het statuut van het Rijkspersoneel, die, volgens artikel 1, 1°, van het ontwerp, toepasselijk blijven op de burgerambtenaren van de Dienst Militaire Veiligheid.

Het aanrekenen van de diensten verricht als stagedoend inspecteur of commissaris volgt uit het derde lid, dat de Raad van State heeft voorgesteld in artikel 14 van het ontwerp in te voegen.

Paragraaf 4 zou als volgt kunnen worden gelezen :

"§ 4. De hoofdcommissaris wordt, door verhoging in graad, naar keuze benoemd uit de eerstaanwezende commissarissen eerste klasse".

De artikelen 24 en 25.

De tekst zou aan duidelijkheid winnen als artikel 24 uitsluitend de bepalingen betreffende de vaststelling van de bevoegde overheden bevatte en als alle bepalingen betreffende de aan de beslissing voorafgaande formaliteiten, in artikel 25 werden samengebracht.

De artikelen 24 en 25 zouden dienovereenkomstig als volgt kunnen worden gelezen :

"Artikel 24.-

De in artikel 23 vermelde straffen worden onderscheidenlijk uitgesproken :

a) de straf vermeld onder 1°, door de chef dan de Dienst Militaire Veiligheid ;

b) de straf vermeld onder 2°, door de chef van de algemene dienst inlichtingen ;

c) de straffen vermeld onder 3° tot 6°, door de Minister van Landsverdediging ;

d) de straffen vermeld onder 7° tot 9°, door de benoemende overheid.

Artikel 25.- (artikel 24, partim, van het ontwerp en artikel 25).

Voor de straffen vermeld in artikel 23, 3° tot 9°, doet de chef van de algemene dienst inlichtingen een met redenen omkleed voorstel.

Zij worden slechts uitgesproken na een met redenen omkleed advies van de raad van beheer".

.../...

Artikel 26.

Het slot van artikel 26 leze men duidelijkheidshalve zó : "als ... de betrokkene gedurende een door haar vast te stellen periode van ten hoogste vijf jaar geen nieuwe tuchtstraf oploopt, die zwaarder is dan de berisping of de blaam".

Artikel 27.

Dit artikel is overbodig, want het neemt artikel 80, eerste volzin, van het statuut van het Rijkspersoneel over. Volgens artikel 1, 1°, van het ontwerp blijft artikel 80 immers in zijn geheel toepasselijk.

Artikel 28.

Artikel 28, § 2, tweede lid, zou duidelijker als volgt kunnen worden gelezen :

"Voor het onderzoek van elke zaak zit in de raad een burgerambtenaar van de Dienst Militaire Veiligheid door de verschijnende ambtenaar gekozen uit de ambtenaren die dezelfde graad als hij of zoniet, de onmiddellijk lagere bekleden".

Artikel 30.

In het eerste lid mag het woord "eventuele" worden geschrapt.

Artikel 30, tweede lid, tweede volzin, zou beter als volgt worden gelezen : "De uitgebrachte meningen worden met hun motivering in de notulen opgenomen".

.../...

Artikel 34.

De Raad van State stelt de volgende tekst voor, die de bedoeling van de Regering nauwkeuriger weergeeft zoals ze door de gemachtigde ambtenaar is toegelicht :

"Artikel 34.-

De eerstaanwezende inspecteurs die deelgenomen hebben aan het vergelijkend examen voor overgang naar de graad van commissaris, afgenomen door de Minister van Landsverdediging vóór 1 augustus 1964 en die het vereiste aantal punten hebben behaald om in aanmerking te komen, zonder evenwel batig gerangschikt te zijn, worden tot de graad van commissaris bevorderd, zelfs indien er geen vaste betrekkingen van die graad vacant zijn".

Artikel 36.

Wegens hun hoedanigheid van lid van het Rijkspersoneel en dus van "personeelslid van de Ministeries", vallen de burgerambtenaren van de Dienst Militaire Veiligheid onder het koninklijk besluit van 22 juli 1964 houdende het geldelijk statuut van het personeel der Ministeries. Dit statuut is van rechtswege op hen toepasselijk. Derhalve moet artikel 36, dat hoegenaamd niet afwijkt van de regels van dit statuut, worden geschrapt.

Artikel 37.

Het ontwerp strekt er in hoofdzaak en nagenoeg uitsluitend toe, het administratief statuut van de burgerambtenaren van de Dienst Militaire Veiligheid vast te stellen.

.../...

Ofschoon het zeer algemene bepalingen betreffende de bezoldigingsregeling van die ambtenaren bevat (artikel 36), laat het aan een ander koninklijk besluit de zorg over om hun weddeschalen vast te stellen. Het is derhalve niet logisch, in het ontwerp bepalingen op te nemen die aan genoemde ambtenaren bijzondere vergoedingen toekennen. Temeer daar de Regering met het onderhavige ontwerp-besluit geen opheffing op het oog heeft van het koninklijk besluit van 24 april 1962 tot vaststelling van het bedrag van de forfaitaire vergoedingen welke aan de burgerlijke ambtenaren verbonden aan de tegeninformatiedienst van het Ministerie van Landsverdediging worden toegekend, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 maart 1967, waarin die materie thans is geregeld.

Bovendien kent artikel 37 van het ontwerp aan de burgerambtenaren van de Dienst Militaire Veiligheid een vergoeding toe voor telefoonabonnement en -gesprekken en een vergoeding voor onkosten, onder verwijzing naar de bepalingen die toepasselijk zijn op de leden van de sectie veiligheid van de Staat van het bestuur van de openbare veiligheid. Deze bepalingen nu, die bevat zijn in het koninklijk besluit van 31 mei 1951, verwijzen zelf naar de regels die gelden voor de gerechtelijke agenten en officieren bij de parketten. Het ware dan ook logischer uit praktische overwegingen en ook eenvoudiger, die laatste regels rechtstreeks te vermelden.

Bij het artikel zijn ook vormverbeteringen aan te bevelen. Het zou als volgt kunnen worden gelezen :

.../...

"Artikel ...

De burgerambtenaren van de Dienst Militaire Veiligheid ontvangen een vergoeding voor telefoonabonnement en -gesprekken en een vergoeding voor onkosten, volgens dezelfde bedragen en onder dezelfde voorwaarden als de gerechtelijke agenten en officieren bij de parketten".

Artikel 38.

A. Er dient rekening te worden gehouden met de reeds verrichte uitdrukkelijke of impliciete opheffingen. Bovendien is het voor de duidelijkheid nodig het besluit van de Regent van 18 augustus 1947, zelfs al zijn de meeste bepalingen ervan impliciet opgeheven bij artikel 9 van het koninklijk besluit van 16 maart 1964, uidrukkelijk in zijn geheel op te heffen.

De hiernavolgende lezing wordt voorgesteld :

"Artikel 38.-

Opgeheven worden het besluit van de Regent van 18 augustus 1947 dat betrekking heeft op het kader en het statuut van de burgerambtenaren van de tegeninformatiedienst alsook de koninklijke besluiten van 21 november 1953 en 13 september 1956 die het hebben gewijzigd".

B. Het besluit van de Regent van 18 augustus 1947, dat door artikel 38 van het ontwerp in zijn geheel wordt opgeheven, bevat een als volgt gesteld artikel 12 : "Aan de generale staf verbonden burgerlijke ambtenaren, stagedoenden of vaste benoemden, vallen, wat verraad en bespieding betreft, onder toepassing van artikel 3 uit titel I van het Wetboek van Militaire Strafrechtspleging".

.../...

Een soortgelijke bepaling is in het ontwerp niet te vinden. Zoals reeds is gezegd (cfr. Algemene Opmerking A, II,a), gaat het hier, volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar, om een vergetelheid, uit onachtzaamheid. Het ontwerp moet dus worden aangevuld met een bepaling die het essentiële overneemt uit artikel 12 van het besluit van de Regent van 18 augustus 1947. Bovendien staat artikel 3 van het Wetboek van rechtspleging voor het leger de Koning niet toe, personen die niet vrijwillig aanvaard zouden hebben tewerkgesteld te worden in een inrichting of dienst van het leger, aan de militaire strafwetten te onderwerpen.

Voor dit nieuw in te voegen artikel wordt de volgende lezing aanbevolen :

"Artikel ...

De burgerambtenaren van de Dienst Militaire Veiligheid alsook de stagiairs zijn onderworpen aan de militaire strafwetten wat betreft het verraad en de verspieding. Aan die wetten zijn eveneens onderworpen de personen die in die dienst zijn tewerkgesteld krachtens de reglementering betreffende de vrijwillige mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten, van de leden van de krijgsmacht en van de leden van het personeel van het Rijksonderwijs.

De ambtenaren, stagiairs en andere personen bedoeld in het eerste lid kunnen eerst in dienst treden nadat zij een verklaring hebben ondertekend waarin zij erkennen te weten dat zij aan de militaire strafwetten onderworpen zijn, wat verraad en verspieding betreft.

.../...

Artikel 39.

Artikel 39 zou duidelijker zijn als volgt :

"Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 34 heeft echter uitwerking met ingang van 1 januari 1967".

SLOTOPMERKING.

Het ware logischer en meer in de lijn van het gebruik, de overgangsbepalingen die in het ontwerp, onder de artikelen 32 tot 34, hoofdstuk VIII vormen, te plaatsen na de artikelen 35 tot 37 van het ontwerp die permanente bepalingen zijn.

Het plan van de laatste gedeelten van het ontwerp-besluit zou er als volgt kunnen uitzien :

Hoofdstuk VIII. - Algemene bepalingen.

De artikelen 32 tot 34 (de artikelen 35 tot 37 van het ontwerp).

Hoofdstuk IX. - Overgangsbepalingen.

De artikelen 35 tot 37 (de artikelen 32 tot 34 van het ontwerp).

Hoofdstuk X. - Slotbepalingen.

De artikelen 38 tot 40 (de artikelen 38 tot 40 van het ontwerp).

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	G. VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G. CISELET,	staatsraden,	
Messieurs : de Heren :	P. DE VISSCHER,	assesseurs de la section de législation,	
	M.VERSCHELDEN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. DE LEUZE,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. VAN BUNNEN.